

c'était mon professeur», dénonce alors le jeune homme. Les Français n'ont pas de quoi bivouaquer pour la nuit et sont trop peu nombreux pour être dissuasifs. « Pour l'instant, nous ne pouvons rien faire. L'important pour vous, c'est de survivre encore deux ou trois jours. On reviendra, on sait où vous êtes... » leur lance Duval, selon le récit du journaliste.

Inaction française. Edmond aussi a assisté à cette scène avec les hommes du CPA 10. « Quand les militaires français sont passés ici, l'enseignant qui était avec eux leur a fait croire que les maisons détruites étaient des maisons de Hutus tués par des Tutsis. Alors que c'était le contraire », se souvient-il. « On leur a amené tous les blessés, ceux qui étaient en train de mourir. On les a suppliés de partir avec eux. Mais les Français nous ont dit qu'ils reviendraient dans trois jours pour nous sauver. Ils sont revenus trois jours plus tard, mais c'était trop tard. Dès qu'ils sont descendus, les tueurs sont revenus et ont massacré tout le monde. » Lorsqu'un autre détachement du Commandement des opérations spéciales (COS), sous les ordres du capitaine de frégate Marin Gillier, revient le 30 juin, il n'y trouve plus qu'environ 800 survivants.

Les trois jours qui se sont écoulés ont été décisifs, et l'inaction de la France entre les deux dates reste, trente ans plus tard, l'une des plaies les plus profondes laissées par le génocide. Son ami Faustin ne fait « aucune différence entre les tueurs et les Français de cette époque-là, ils étaient ensemble, ils cherchaient des rebelles ». Edmond poursuit en triturant son chapeau : « Quand on les a vus, on s'est dit : "Ça y est, on est sauvés." Mais ils ne nous ont pas sauvés, pis, ils nous ont exposés. Encore aujourd'hui, on a une dent contre eux. » « Les Français auraient pu arrêter le génocide, ressasse Faustin. Pourquoi n'ont-ils toujours pas demandé pardon ? Pourquoi sont-ils venus ici sans arrêter le génocide ? Pourquoi ? » ■

CHINE NOUVELLE/SIPA

La résilience à marche forcée

En 1994, Paul Kagame était déjà incontournable. Propulsé à la tête du Front patriotique rwandais (FPR) en 1990, alors qu'il a à peine 30 ans, il mène la guérilla depuis l'Ouganda voisin, où sa mère s'était réfugiée en 1960. À l'été 1994, ses troupes sortent victorieuses de la guerre civile contre le régime hutu et mettent fin au génocide des Tutsis. Nommé vice-président et ministre de la Défense, Kagame est élu chef de l'État rwandais en 2000, un poste qu'il n'a plus quitté ensuite, reconduit en 2003, en 2010 et encore en 2017 avec des scores qui ne souffrent aucune contestation. Depuis trente ans, le président rwandais dirige son pays d'une main de fer. En avril, c'est encore lui qui présidera les 30^{es} commémorations du génocide. Ses partisans es-

purgé leur peine. Des génocidaires ont retrouvé leur village, où les survivants côtoient parfois d'anciens tortionnaires sans que cela provoque de chaos. Après trente ans, les velléités des victimes de se venger de leurs bourreaux ont quasiment disparu. Les Tutsis qui ont survécu évoquent souvent la « nécessité » de reconstruire un pays stable. Pour rebâtir une nation, le gouvernement rwandais a aboli les distinctions ethniques favorisées par la colonisation et mentionnées sur les cartes d'identité. Depuis le génocide, la population a quasiment doublé. Officiellement, il n'y a plus de Tutsis ni de Hutus, uniquement des Rwandais. Officieusement, la tête de l'État et le haut commandement militaire restent aux mains d'une élite tutsi-

se, composée en majorité d'anciens compagnons de route de Paul Kagame qui ont fait leurs armes en Ouganda. Mais l'administration et la société civile se sont aussi appuyées sur une nouvelle génération de Rwandais de la diaspora, revenus d'Europe ou des États-Unis pour participer à cette nouvelle ère. Dans un pays où deux tiers de la population sont nés après le génocide, la mémoire joue un rôle crucial. La mise en place, immédiatement après 1994, de



Souvenir. Le président rwandais Paul Kagame allume la flamme du Mémorial du génocide de Kigali, le 7 avril 2023.

timent que c'est son autorité incontestée qui a permis au Rwanda de ne pas s'effondrer après la tragédie.

À son crédit, le chemin parcouru est spectaculaire. Le Rwanda possède aujourd'hui l'une des économies les plus dynamiques du continent africain, avec une croissance annuelle moyenne de 7 % au cours de la dernière décennie. L'armée nationale, dissoute après le génocide, a été reconstruite, professionnalisée, modernisée. La corruption a été éradiquée. La justice, saisie de plusieurs millions de dossiers, a fait son œuvre réparatrice. Les criminels ont été poursuivis et punis, la plupart ayant été aujourd'hui remis en liberté après avoir

tribunaux populaires « gacaca » pour juger les crimes et de commissions citoyennes pour trancher les litiges a impliqué la population dans le processus de réparation. Le récit mémoriel du génocide a été le ciment de ce Rwanda nouveau. Très vite, Kagame et son entourage ont compris l'importance de produire un récit clair et pédagogique, de conserver les preuves des crimes et d'ériger des mémoriaux sur les principaux lieux de massacres. Chaque année, les écoliers et les familles de tout le pays défilent dans ces lieux de mémoire. Les commémorations durent trois mois, d'avril à juillet, avec un mot d'ordre : « Ibuka », « Souviens-toi ! » ■ **G.P.**